



CIRCULAIRE UFFA

aux membres de la CFE

UFFA : Circulaire n° 74-2018

Chantier n°1 « Dialogue social » : réunion de lancement du 9 avril

Bonjour,

En ouverture de cette première réunion du chantier n°1 consacré au « dialogue social », le ministre Olivier Dussopt a rappelé les avancées des accords de Bercy (représentativité fondée sur les élections aux comités techniques, accords majoritaires, participation des contractuels, généralisation des CHSCT,...). Il a également pointé un dialogue social de proximité qui reste insuffisant.

Il a tenu à ce que cette première réunion soit un temps de constat et d'échanges sur le dialogue social tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Étaient invités à intervenir : Jean-Paul Guillot (président de Réalités du dialogue social : <http://www.rds.asso.fr>) et Joël Blondel, DRH des ministères sociaux.

La neutralité de Jean-Paul Guillot lui a permis de dresser un constat des forces et des faiblesses des pratiques actuelles, permettant de s'extraire du débat sur les seules instances et moyens. Sur ce sujet, il a d'ailleurs souligné que les entreprises considérées comme « performantes » étaient souvent celles qui donnaient des moyens supra-réglementaires au dialogue social... Il a aussi proposer quelques pistes d'améliorations, en soulignant le peu de place fait à la négociation dans le document du gouvernement.

La CFDT est intervenue fermement pour dénoncer le fait que les instances soient présentées trop systématiquement, dans les propos de l'administration, comme des freins et comme chronophages. Elles devraient plutôt être interrogées sous l'angle de leurs apports possibles, de leur positionnement dans le dialogue social comme un processus de construction d'améliorations pour les agents et pour les services. La responsabilité des éventuels dysfonctionnements ne peut incomber aux seules organisations syndicales, et ce n'est pas en ayant la tentation de réduire le nombre ou les compétences des instances que l'on construira un dialogue social de qualité.

La CFDT a aussi rappelé qu'elle souhaite qu'un bilan des accords de Bercy soit fait avant de s'interroger sur les améliorations à apporter. En terme de démocratie, il est aussi urgent que le Gouvernement éclaire l'impact de nos discussions sur les scrutins des élections professionnelles de décembre 2018.

En réponse aux différentes interventions, le ministre Olivier Dussopt a précisé que le Gouvernement ne retire pas son document de méthode. Pour autant, les réunions à venir sont prévues pour que les organisations syndicales puissent s'exprimer et pour permettre au gouvernement d'entendre.

Il a aussi précisé que les élections de décembre 2018 auront lieu dans le cadre d'ores et déjà prévu, sans changement.

Il a proposé que le premier groupe de travail puisse donner l'occasion de faire le bilan des accords de Bercy, notamment sur la question des suites à donner à un vote unanime défavorable. La question du devenir des accords a aussi été posée. La CFDT pèsera pour que les accords majoritaires deviennent opposables.

Sur les moyens du dialogue social, il a ouvert la possibilité que la formation y soit intégrée. Il est à noter que les demandes portant sur la formation au dialogue social sont venues tant du côté des experts que des employeurs et des organisations syndicales.

Pour la suite des travaux, il a pris l'engagement que les documents parviennent aux organisations syndicales au moins huit jours avant chaque réunion.

Prochaines réunions : 4 mai, 25 mai, 8 juin, 22 juin.

4 mai : Rôle et attributions des CT et CHSCT

25 mai : Rôle et attributions des CAP

8 juin : Conditions de réussite du dialogue social

22 juin : Synthèse des précédents échanges

NB : la réunion du 8 juin sera déplacée à une autre date en raison du congrès de la CFDT. Et la CFDT, comme d'autres organisations, a souhaité que les conditions de réussite du dialogue social soient abordées avant les groupes de travail consacrés aux instances.

Amitiés syndicales.

Paris, le 10 avril 2018

Secrétariat de l'**Uffa-CFDT**

47 – 49 Avenue Simon Bolivar

75950 PARIS CEDEX 19

01 56 41 54 40